

L'Onu agit vigoureusement pour le maintien de la paix

Partage international n° [203](#) - Juillet 2005

« *Les Nations unies devraient déployer des armées pour protéger les peuples d'Afrique et chasser les militaires qui massacrent leurs propres compatriotes* » [Un collaborateur de Maitreya, Partage international, juin 1991]

Inquiète par son incapacité à empêcher le génocide du Rwanda et à mener à bien ses missions en Bosnie et en Somalie, l'Onu redéfinit et étend son rôle de maintien de la paix. Le Conseil de sécurité a adopté le concept de « maintien énergique de la paix », rejetant ainsi l'idée que la seule présence de casques bleus dans une zone démilitarisée suffisait à dissuader les combattants.

Ce changement se préparait depuis une dizaine d'années. Une commission mandatée par l'Onu et dirigée par un ancien ministre des Affaires étrangères d'Algérie, Lakhdar Brahimi, a publié un rapport appelant à accélérer considérablement le déploiement des forces armées lors des opérations de maintien de la paix. En conclusion, ce rapport affirme que « *les bonnes intentions ne peuvent en aucun cas se substituer à une capacité incontestable à déployer une force crédible* ».

Actuellement, l'Onu est impliquée dans 18 zones de conflit, mais c'est peut-être dans la République démocratique du Congo que cette nouvelle conception se traduit dans les faits de la façon la plus évidente. Dès que les atrocités de la région d'Ituri ont été connues, l'Onu a fait preuve de détermination. « *Le spectre du Rwanda a beaucoup influencé la réaction de l'Onu et du Conseil de sécurité aux massacres d'Ituri* », a déclaré David Harland, haut fonctionnaire au Département des opérations de maintien de la paix.

Ce qui n'était en 1999 qu'une modeste mission déploie aujourd'hui 16 500 soldats. Et les responsables de l'Onu considèrent qu'il en faudrait davantage. Ces opérations n'échappent d'ailleurs pas aux critiques, allant des accusations de tactiques

opérationnelles trop agressives ayant coûté la vie à des civils, à celles d'abus sexuels sur des jeunes filles mineures. Du côté positif, ces opérations ont rétabli un certain degré de sécurité et de stabilité dans une bonne partie du Congo. Et 14 000 des 15 000 combattants de la région d'Ituri ont rendu leurs armes.

Ce rôle plus actif des forces de maintien de la paix a été permis par un mandat du Conseil de sécurité de 1993. Les forces onusiennes sont désormais bien pourvues en tanks, fusils et hélicoptères. Le lieutenant général sénégalais Babacar Gaye, commandant des forces de l'Onu au Congo, a affirmé : « *Cela ressemble peut-être à une guerre, mais c'est du maintien de la paix.* » L'époque où les militaires de l'Onu demeuraient confinés dans leurs camps pendant que des atrocités se déroulaient un peu plus loin semble bien révolue.

Cependant, tandis que plusieurs régions du Congo jouissent d'une meilleure sécurité, « *des atrocités se produisent encore. Des villageois prennent encore la fuite, poursuivis par des hommes armés de fusils et de machettes. Au milieu de tout cela, les soldats de l'Onu se trouvent engagés dans quelque chose qui n'est pas tout à fait la guerre, mais qui est encore loin de la paix* ».

Sources : The New York Times, E.-U.

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Faits et prévisions](#) (Au fil des années, Partage international a régulièrement publié des articles soulignant les attentes de Maitreya, telles qu'elles ont été présentées par l'un de ses collaborateurs vivant à Londres au sein de la même communauté, à propos d'un certain nombre de changements politiques, sociaux, écologiques et spirituels devant se produire dans le monde. Périodiquement, Benjamin Creme et son Maître ont également partagé leur point de vue sur les développements à venir. Dans cette rubrique intitulée « Faits et Prévisions » notre rédaction analyse les nouvelles, les événements et les déclarations ayant un rapport avec ces prévisions et points de vue.)